

ROYAUME DE BELGIQUE.
-----KONINKRIJK BELGIE.
-----AVIS DU CONSEIL D'ETAT.
-----ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre du Logement, de l'Environnement, de la Conservation de la nature et de la Politique de l'eau de la Région de Bruxelles-Capitale, le 18 juillet 1994, d'une demande d'avis sur :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 18 juli 1994 door de Minister van Huisvesting, Leefmilieu, Natuurbehoud en Waterbeleid van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem van advies te dienen over :

- 1° un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "déterminant, commune par commune, les modalités d'organisation pratique permettant à toute personne d'exercer le droit à l'information reconnu par l'ordonnance du 29 août 1991 sur l'accès à l'Information relative à l'environnement dans la Région de Bruxelles-Capitale" (L. 23.603/9),

- 1° een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "tot vaststelling, voor elke gemeente afzonderlijk, van de modaliteiten van praktische organisatie om ieder persoon in de gelegenheid te stellen het toegangs-recht tot informatie uit te oefenen dat door de ordonnantie van 29 augustus 1991 inzake de toegang tot informatie met betrekking tot het milieu in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest wordt erkend" (L. 23.603/9),

.../...

2° un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "portant organisation de l'accès à l'information en matière d'environnement à l'Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement, à la Société de Développement Régional de Bruxelles, l'Agence Bruxelles-Propreté et l'Administration des Ressources Naturelles et de l'Environnement" (L. 23.604/9),

a donné le 28 septembre 1994 l'avis suivant :

2° een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "houdende organisatie van de toegang tot informatie inzake leefmilieu bij het Brussels Instituut voor Milieubeheer, de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor Brussel, het Agentschap Net Brussel en het Bestuur voor Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu" (L. 23.604/9),

heeft op 28 september 1994 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

1. Les alinéas 1er et 3 de l'article 1er du projet examiné sous la référence L. 23.603/9 et les alinéas 1er et 3 de l'article 2 du projet examiné sous la référence L. 23.604/9 reproduisent des règles qui figurent déjà dans l'ordonnance du 29 août 1991 sur l'accès à l'information relative à l'environnement dans la Région de Bruxelles-Capitale.

Ces dispositions n'ont pas leur place dans un arrêté. Elles doivent être omises.

2. L'article 1er, alinéa 2, et l'annexe 1 du projet examiné sous le n° L. 23.603/9, de même que l'article 1er et l'annexe 1 du projet portant le n° L. 23.604/9 tendent à exécuter l'article 4 de l'ordonnance du 29 août 1991 qui charge le Gouvernement de déterminer par administration, sur la proposition des administrations concernées, les modalités d'organisation pratique permettant à toute personne d'exercer aisément le droit d'accès à l'information que reconnaît l'ordonnance.

Dans la plupart des cas, il n'apparaît pas que les propositions recueillies par la Région de Bruxelles-Capitale aient fait l'objet d'une délibération des organes compétents des administrations concernées : pour les communes, il n'est

.../...

pas fait mention d'une délibération des conseils communaux (1) et, en ce qui concerne la Société de développement régional pour l'arrondissement de Bruxelles-Capitale, il n'est pas fait état d'une délibération du conseil d'administration (2).

3. Les articles 3 et 4 du projet d'arrêté examiné sous la référence L. 23.603/9 et les annexes qui y sont jointes ont le même objet que les articles 4 et 5 du projet d'arrêté examiné sous la référence L. 23.604/9 et que les annexes 2 à 4 qui y sont jointes.

En outre, ces dispositions sont de nature à s'appliquer, non seulement aux administrations visées par les arrêtés en projet, mais, de manière générale, à toutes les administrations auxquelles s'applique l'ordonnance du 29 août 1991.

Par conséquent, plutôt que d'insérer lesdites dispositions dans les arrêtés en projet, mieux vaut prévoir l'adoption d'un arrêté distinct réglant les questions

(1) Le conseil communal est chargé par l'article 117 de la Nouvelle loi communale de délibérer sur tout objet qui lui est soumis par l'autorité supérieure.

(2) En vertu de l'article 11 des statuts de cette société, approuvés par l'arrêté royal du 12 octobre 1987 (Moniteur belge, 24 octobre 1987), le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de la société.

auxquelles elles se rapportent pour toutes les administrations concernées.

EXAMEN DES PROJETS.

OBSERVATIONS RELATIVES AU PROJET D'ARRETE EXAMINE
SOUS LA REFERENCE L.23.603/9.

Intitulé.

L'intitulé est fort long. Il serait plus simple d'écrire :

"Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale déterminant les modalités d'organisation de l'accès à l'information en matière d'environnement auprès des administrations communales".

Dispositif.

Article 2.

Compte tenu des explications du délégué du Gouvernement, la rédaction suivante est proposée pour l'article 2 :

"Art. 2. Il incombe aux administrations communales de laisser consulter immédiatement sur place :

.../...

- 1° les dossiers se rapportant aux demandes de certificat d'environnement, de permis d'environnement ou de l'un des permis visés à l'article 82 de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement;
- 2° les décisions par lesquelles il est statué sur les demandes visées au 1°.

Articles 5 et 6.

L'article fixant vigueur doit précéder celui contenant l'exécutoire. Ces dispositions doivent donc être interverties.

Annexes.

1. Chaque annexe doit comporter la mention "Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du ...".

2. Le texte néerlandais des annexes 1 à 3 devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

OBSERVATIONS RELATIVES AU PROJET D'ARRETE EXAMINE
SOUS LA REFERENCE L.23.604/9.

.../...

Intitulé.

Il y a lieu de rédiger l'intitulé sur le modèle de celui qui a été proposé pour le projet examiné sous la référence L.23.603/9.

Proposant.

Comme la section de législation du Conseil d'Etat l'a souligné à de nombreuses reprises, les secrétaires d'Etat régionaux ne font pas partie du Gouvernement. Ils ne sont, dès lors, habilités ni à proposer ni à signer des projets d'arrêtés au nom du Gouvernement.

La mention du Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre-Président doit, dès lors, être omise du proposant.

Dispositif.Article 2.

A l'alinéa 2, il est prévu que lorsqu'il s'exerce sur place, l'accès à l'information relative à l'environnement a lieu sur rendez-vous. Il faut se garder d'interpréter cette formule de manière restrictive car ce serait méconnaître la volonté du législateur régional qui, en adoptant l'article 4 de l'ordonnance du 29 août 1991, a voulu que les modalités d'organisation pratique d'accès à l'information arrêtées par le Gouvernement permettent à chacun d'exercer aisément son droit d'accès à l'information.

.../...

Article 3.

1. Les alinéas 1er et 2 seront rédigés sur le modèle de l'article 2 du projet d'arrêté examiné sous la référence L. 23.603/9.

En ce qui concerne l'alinéa 1er, il y a lieu de désigner plus précisément les agréments qui sont visés.

A l'alinéa 2 du texte français, on écrira : ".... les autorisations de rejet dans les eaux souterraines au sens de l'arrêté royal du 19 juin 1989 ...". En outre, les mots "notamment les articles 4, 5 et 6" doivent être omis.

2. A l'alinéa 3, il convient d'écrire en toutes lettres "Société de Développement Régional pour l'arrondissement de Bruxelles-Capitale".

Articles 7 et 8.

L'article fixant vigueur doit précéder celui contenant l'exécutoire. Ces dispositions doivent donc être interverties.

En outre, s'agissant de l'article 7 (devenant l'article 8), il convient également d'associer à l'exécution de l'arrêté en projet le Ministre Président chargé de l'aménagement du territoire. On écrira donc :

.../...

"Art. 8. Le Ministre qui a l'aménagement du territoire dans ses attributions et le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté".

Annexes.

1. Chaque annexe doit comporter la mention "Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du ...".

2. Le texte néerlandais des annexes 2 à 4 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Observation finale.

Le texte néerlandais de certains articles des deux projets examinés est susceptible d'amélioration. A titre d'exemple, certaines propositions à ce sujet sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

1. Artikel 1, eerste en derde lid, van het onder kenmerk L. 23.603/9 onderzochte ontwerp, alsmede artikel 2, eerste en derde lid, van het onder kenmerk L. 23.604/9 onderzochte ontwerp bevatten voorschriften die reeds voorkomen in de ordonnantie van 29 augustus 1991 inzake de toegang tot informatie met betrekking tot het milieu in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

Deze voorschriften horen niet in een besluit en moeten bijgevolg vervallen.

2. Artikel 1, tweede lid, van en bijlage 1 bij het onder nr. L. 23.603/9 onderzochte ontwerp, alsmede artikel 1 van en bijlage 1 bij ontwerp nr. L. 23.604/9 beogen de uitvoering van artikel 4 van de ordonnantie van 29 augustus 1991, dat de Regering gelast op voorstel van de betrokken administratie voor iedere administratie afzonderlijk de regels inzake de praktische organisatie te bepalen om iedere persoon in de gelegenheid te stellen gemakkelijk het recht van toegang tot informatie uit te oefenen dat de ordonnantie erkent.

In de meeste gevallen blijken de bevoegde organen van de betrokken administraties over de door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ontvangen voorstellen niet te hebben beraadslaagd : voor de gemeenten wordt geen melding gemaakt

.../...

van een beraadslaging van de gemeenteraden (3), en wat de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor het Arrondissement Brussel-Hoofdstad betreft, wordt geen gewag gemaakt van een beraadslaging van de raad van bestuur (4).

3. De artikelen 3 en 4 van het onder kenmerk L. 23.603/9 onderzochte ontwerp van besluit en de bijlagen bij het besluit hebben hetzelfde onderwerp als de artikelen 4 en 5 van het onder kenmerk L. 23.604/9 onderzochte ontwerp van besluit en als de bijlagen 2 en 4 bij dit besluit.

Voorts zijn die bepalingen van die aard dat ze niet alleen toepasselijk zijn op de in de ontworpen besluiten bedoelde administraties, doch, in het algemeen beschouwd, op alle administraties waarop de ordonnantie van 29 augustus 1991 toepasselijk is.

Veeleer dan die bepalingen op te nemen in de ontworpen besluiten, zou het dus beter zijn te voorzien in de goedkeuring van een onderscheiden besluit dat de aangelegenheden regelt waarop die bepalingen betrekking hebben voor alle betrokken administraties.

(3) Overeenkomstig artikel 117 van de nieuwe gemeentewet beraadslaagt de gemeenteraad over elk onderwerp dat de hogere overheid hem voorlegt.

(4) Overeenkomstig artikel 11 van de statuten van die maatschappij, goedgekeurd bij het koninklijk besluit van 12 oktober 1987 (Belgisch Staatsblad van 24 oktober 1987), bezit de raad van bestuur de meest uitgebreide bevoegdheden inzake het bestuur en het beheer van de maatschappij.

ONDERZOEK VAN DE ONTWERPEN.OPMERKINGEN BETREFFENDE HET ONDER KENMERK L. 23.603/9
ONDERZOCHE ONTWERP VAN BESLUIT.Opschrift.

Het opschrift is vrij lang. Het zou eenvoudiger zijn te schrijven :

"Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de regels inzake de organisatie van de toegang, bij de gemeentebesturen, tot de informatie met betrekking tot het milieu".

Bepalend gedeelte.Artikel 2.

Gelet op de uitleg van de gemachtigde van de Regering, wordt voor artikel 2 de volgende lezing voorgesteld :

"Art. 2. De gemeentebesturen moeten onmiddellijk ter plaatse laten raadplegen :

- 1° de dossiers betreffende aanvragen om een milieuattest, een milieuvergunning of één van de vergunningen genoemd in artikel 82 van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning;

.../...

- 2° de beslissingen waarbij uitspraak wordt gedaan over de in 1° bedoelde aanvragen".

Artikelen 5 en 6.

Het artikel dat de datum van inwerkingtreding bepaalt, moet voorafgaan aan het artikel dat de uitvoeringsbepaling bevat. De volgorde van die bepalingen moet dus worden omgekeerd.

Bijlagen.

1. Iedere bijlage moet de vermelding "Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van ..." bevatten.

2. Bovenaan in de Nederlandse tekst van bijlage 1 schrijve men : "... geschiedt als volgt :".

Bovenaan in de Nederlandse tekst van bijlage 2 schrijve men "de Heer" in plaats van "Mr". Dezelfde opmerking geldt voor de bijlagen 3 en 4.

In de Nederlandse tekst van bijlage 2 behoort tevens te worden geschreven : "Hierbij delen wij u de gevraagde documenten mede" in plaats van "bij deze voegen wij ...".

.../...

In de Nederlandse tekst van bijlage 3 schrijve men
bovenaan : "Bijgevolg zenden wij uw dossier over ...".

OPMERKINGEN BETREFFENDE HET ONDER KENMERK L. 23.604/9
ONDERZOCHE ONTWERP VAN BESLUIT.

Opschrift.

Het opschrift moet worden gesteld naar het model
dat is voorgesteld voor het onder kenmerk L. 23.603/9
onderzochte ontwerp.

Voordrachtformulier.

De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft
er herhaaldelijk op gewezen dat de gewestelijke Staats-
secretarissen geen deel uitmaken van de Regering. Bijgevolg
zijn zij niet gemachtigd om in naam van de Regering ont-
werpen van besluiten voor te dragen of te ondertekenen.

De vermelding van de Staatssecretaris toegevoegd
aan de Minister-Voorzitter moet derhalve vervallen in het
voordrachtformulier.

Bepalend gedeelte.

Artikel 2.

In het tweede lid staat te lezen dat wanneer het
recht van toegang tot informatie met betrekking tot het

.../...

milieu ter plaatse wordt uitgeoefend, zulks na afspraak geschiedt. Deze formulering mag niet restrictief worden uitgelegd, daar dit in strijd zou zijn met de wil van de gewestwetgever, die met de goedkeuring van artikel 4 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 beoogd heeft dat de door de Regering vastgestelde regels inzake de praktische organisatie van de toegang tot de informatie iedere persoon in de gelegenheid zouden stellen gemakkelijk zijn recht van toegang tot de informatie uit te oefenen.

Artikel 3.

1. Het eerste en het tweede lid moeten worden gesteld naar het model van artikel 2 van het onder kenmerk L. 23.603/9 onderzochte ontwerp van besluit.

In het eerste lid moeten de erin bedoelde erkenningen nauwkeuriger worden bepaald.

In het tweede lid van de Franse tekst schrijven men : "... les autorisations de rejet dans les eaux souterraines au sens de l'arrêté royal du 19 juin 1989 ...". Voorts moeten de woorden "inzonderheid in de artikelen 4, 5 en 6" vervallen.

2. In het derde lid schrijven men "Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor het Arrondissement Brussel-Hoofdstad" voluit.

.../...

Artikelen 7 en 8.

Het artikel dat de datum van inwerkingtreding bepaalt, moet voorafgaan aan het artikel dat de uitvoeringsbepaling bevat. De volgorde van die bepalingen moet dus worden omgekeerd.

Voorts moet in artikel 7 (dat artikel 8 wordt) ook de Minister-Voorzitter, die met ruimtelijke ordening is belast, betrokken worden bij de uitvoering van het ontworpen besluit. Men schrijve dus :

"Art. 8. De Minister tot wiens bevoegdheid de ruimtelijke ordening behoort en de Minister tot wiens bevoegdheid het leefmilieu behoort, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Bijlagen.

1. Iedere bijlage moet de vermelding "Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van ..." bevatten.

2. De opmerkingen omtrent de Nederlandse tekst van de bijlagen 2 tot 4 bij het onder kenmerk L. 23.603/9 onderzochte ontwerp, gelden ook voor de Nederlandse tekst van de bijlagen 2 tot 4 bij het onder kenmerk L. 23.604/9 onderzochte ontwerp.

.../...

Slotopmerking.

De Nederlandse tekst van een aantal artikelen van de beide in dit advies onderzochte ontwerpen van besluit is voor verbetering vatbaar.

Zo zou het beter zijn in de artikelen 3 en 4 van het onder kenmerk L. 23.603/9 onderzochte ontwerp, alsmede in de artikelen 4 en 5 van het onder kenmerk L. 23.604/9 onderzochte ontwerp het woord "via" te vervangen door de woorden "bij wege van". In artikel 4 van het onder kenmerk L. 23.603/9 onderzochte ontwerp schrijve men "aanvraag om toegang" in plaats van "toegangsverzoek". Wat het onder kenmerk L. 23.604/9 onderzochte ontwerp betreft, worden de volgende wijzigingen voorgesteld : in artikel 1 schrijve men "regels" in plaats van "modaliteiten"; in artikel 5 schrijve men "het voorwerp is" in plaats van "het voorwerp uitmaakt"; in artikel 6 schrijve men "wordt opgeheven" in plaats van "is opgeheven".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : R. ANDERSEN,
de Heren :

conseiller d'Etat, président,
staatsraad, voorzitter,

Y. BOUCQUEY,
C. WETTINCK,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. DE GAVRE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

F. DELPEREE,

Madame : M. PROOST,
Mevrouw :

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. B. JADOT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme C. DEBROUX, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. JADOT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. C. DEBROUX, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST.

R. ANDERSEN.